



Union Syndicale
Solidaires
Finances
Publiques



Le dialogue social avec notre directeur se dégrade de jour en jour.

L'action sociale n'est pas épargnée. Des suppressions touchent également notre délégation. Le non remplacement de l'infirmerie et du médecin de prévention génère une surcharge de travail. Nous avons tous besoin d'une action sociale de qualité.

D'autant que nous sommes touchés de près par le problème de l'amiante sur Montargis.

Suite au décès d'une collègue et d'un cas avéré, un soutien aurait été bénéfique. Nous demandons des examens pour celles et ceux qui le souhaitent.

Le problème a été évoqué en CTL. Et devant la surdité de notre direction, le secrétaire général a été saisi par le CHS pour une expertise des locaux.

Par ailleurs un cas de tuberculose a été diagnostiqué sur Pithiviers, d'où l'urgence d'un suivi médical par un médecin de prévention.

Nous avons changé de gouvernement, mais à part des changements de sigles, c'est une poursuite du démantèlement du service public.

Le maillage territorial, la proximité se traduisent par des déplacements de missions.

La direction est obligée de fusionner des trésoreries par manque de personnel, de restreindre l'ouverture au public 1 journée voire 1,5 journée par semaine pour dégager du temps aux agents.

Qu'est devenu le service public dans notre administration ?

A l'occasion de votre visite, Solidaire Finances Publiques, FO DGFIP, CGT Finances Publiques réclament à nouveau solennellement :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois
- l'attribution du budget nécessaire à l'exercice de nos missions
- la reconnaissance des qualifications des agents
- le maintien des plans de qualifications ministériels
- la fin du blocage des salaires

Orléans le 16 avril 2013

Monsieur Le Directeur Général Des Finances Publiques,

Tout d'abord, nous apprécions l'opportunité qui nous est donnée de vous rencontrer, mais nous déplorons que votre visite dans le Loiret se fasse pendant les vacances scolaires alors que de nombreux collègues sont en congés.

L'année 2013 voit la suppression de 2023 emplois à la Direction Générale des Finances Publiques. 25 000 suppressions en 10 ans.

Au cas particulier, la DRFIP du Loiret supporte à nouveau la suppression de 16 agents cette année.

Pendant que les files d'attente s'allongent, l'incivilité va crescendo, les services craquent.

Pendant que les charges augmentent en nombre et en technicité, les effectifs fondent.

L'actualité nous a également profondément touchés. La diffusion de la note sur le respect par les agents de leurs obligations fiscales et la programmation de la formation à la déontologie sont venues se heurter au traitement médiatique sans nuance de l'affaire Cahuzac. Travailler à la DGFIP, c'est effectivement respecter une déontologie et des valeurs mais les fonctionnaires de la DGFIP ne doivent pas avoir un régime d'exception.

Les braquages récents nous interpellent, sur la sécurité des agents et des locaux.

Quelles seront les marges budgétaires en la matière ?

La fusion des services ne sert qu'à masquer de nouvelles suppressions d'emplois, c'est un puits sans fonds.

Côté budgétaire, la DRFIP subit une baisse globale de sa dotation de fonctionnement de 300 000 € par rapport à 2012 et un gel de 40 000 € supplémentaire sur les crédits de 1^{er} niveau et une réserve de 3%.

La fin de la RGPP a laissé sa place à la MAP. Mais aujourd'hui, la situation est pire ! Jusqu'où irez-vous dans la destruction de notre administration ? Jusqu'où irez-vous dans la mise à mort de nos missions, pour tant piliers de notre démocratie ?

L'ensemble des organisations syndicales a remis à M DUFRESNOY lors de la tenue de notre dernier CTL le 25 mars 2013 une pétition (dont nous vous remettons une copie).

Celle-ci, accueillie avec une méprisante indifférence par M Dufresnoy, dans des termes que nous sérieux nous empêchera de relater, est bien l'expression d'un ras le bol et témoignage d'un profond malaise de l'ensemble des agents de la DRFIP du Loiret.

Cette pétition a été signée par plus de 560 agents.